

Epreuve - Matière : Problèmes économiques et sociaux Session : 2025

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuillet officiel, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Remplir soigneusement le cadre relatif au concours OU à l'examen qui vous concerne.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuillet officiel.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) sur le nombre total de pages que comporte la copie (y compris les pages vierges).
- Placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre de numérotation des pages.

QUESTIONS COMMUNES À TOUTES LES OPTIONS

QUESTION 1:

La France s'est engagée au niveau international et s'est fixé de nombreux objectifs pour œuvrer en faveur de la protection de l'environnement. L'idée d'un budgetisation verte a émergé lors du One Planet Summit, à Paris, en 2017.

Depuis 2020, un rapport sur l'impact environnemental du budget ("budget vert") est joint au projet de loi de finances, qui fixe les recettes et dépenses de l'État de l'année à venir.

Ce budget vert est un rapport élaboré par les ministères de l'économie et de la transition écologique ; il permet de distinguer les dépenses du PIF qui ont un impact positif ou négatif sur l'environnement.

Les dépenses sont évaluées selon un code couleur

- Verte : effet positif sur l'environnement
- Grise : neutre
- Brune : défavorable
- Mixte : axes favorables, mais aussi défavorables
- Non cotés : données insuffisantes

Grâce à cet outil d'aide à la décision, l'action publique peut prioriser les crédits budgétaires alloués.

Néanmoins, seules 10% environ des dépenses ont été identifiées comme ayant un impact environnemental, au niveau national. Demain, l'Etat devra suivre les dépenses réellement engagées, et intégrer une évaluation en temps réel des impacts environnementaux des crédits alloués. Un rapport annuel sur l'exécution du budget devrait être établi.

Les collectivités locales devront annexer également un "budget vert" à leurs documents budgétaires, tel que le prévoit la loi de finance 2024. Ces données viendront s'ajouter à celles de l'Etat. En effet, le poids dans l'investissement public est considérable : en 2019 les collectivités locales ont réalisé 55% des investissements publics.

Elles devront réaliser 12 milliards d'euros d'investissement en faveur du climat chaque année jusqu'en 2030 pour atteindre les objectifs climatiques de la France.

QUESTION 2 :

Le but de la budgétisation verte est d'évaluer la comptabilité des budgets des Etats avec les engagements internationaux pris notamment dans le cadre de l'Accord de Paris pour le Climat. Au sein de l'OCDE, 24 pays adoptent ces pratiques déjà en 2022.

C'est un outil d'aide à la décision pour orienter l'action publique, mais aussi pour mesurer l'évolution des budgets alloués chaque année, en gardant les objectifs et engagements pris par la France.

Les projections environnementales dues au réchauffement climatique à l'échelle planétaire, ont poussé de nombreux pays à s'engager sur des objectifs

à moyen ou long terme, afin de réduire l'impact de l'homme sur la planète.

Le "budget vert" participe à aller vers ces objectifs, et s'assurer que nous sommes en mesure de les atteindre.

QUESTION 3:

Les résultats sont positifs puisque l'Etat prouve son engagement en allouant un budget vert 2025 en augmentation de 2,1 milliard d'Euros de plus qu'en 2024. Son soutien se porte notamment sur les énergies renouvelables.

Depuis 2022, les dépenses favorables à l'environnement ont augmenté de 35%, tandis que les dépenses défavorables ont diminué de 15%.

Les dépenses brutes concernent principalement le secteur des transports.

Les dépenses nettes sont majoritairement orientées vers les mobilités durables, la production d'électricité renouvelable, la rénovation énergétique des logements, l'agriculture biologique, la préservation de la biodiversité et la gestion des forêts.

Mais comme le souligne la cours des comptes en 2023, 90% des dépenses sont jugées "neutres".

Les contributions des collectivités locales permettent d'alimenter ces données pour qu'elles soient plus exhaustives.

Ces maillons essentiels de la transition sont en charge des transports publics, les aménagements pour les cycles, la rénovation des établissements scolaires, l'éclairage public...

Enfin, il conviendra de vérifier que ces budgets alloués ont bien été engagés comme prévu tout au long de l'année, puis en fin d'année par un rapport définitif (au niveau national).

OPTION: PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

QUESTION 1:

Le produit intérieur Brut (PIB) par habitant permet de mesurer le niveau de vie des habitants d'un pays, leur pouvoir d'achat. Il permet de mettre en corrélation le budget dont dispose un individu et ses dépenses.

A l'échelle mondiale, les inégalités sont frappantes, divisent les pays en trois groupes : riches, à revenu intermédiaires, et pauvres.

A titre de comparaison, le PIB de Madagascar en 2021 était de 1,6 milliards de dollars, contre 66,6 milliards de dollars aux Etats-Unis!

QUESTION 2 :

Cet indicateur a permis de suivre l'évolution de ces inégalités entre les pays.

Entre 1960 et 2000, certains pays ont tiré leur épingle du jeu, comme la Chine, et les inégalités en Europe se sont réduites, quelque peu. Mais ce sont les pays les plus riches qui ont vu leur PIB augmenter.

Depuis 2000, la convergence des niveaux de vie est au rendez-vous. De 2000 à 2016 les mesures indiquent une diminution des inégalités.

QUESTION 3 :

Depuis une trentaine d'années l'indice de développement humain permet de comparer des périmètres bien plus larges.

L'IDH gagne en popularité grâce à sa formule de calcul évaluant le "progrès humain", à travers d'autres prismes :

- espérance de vie (santé)
- niveau d'éducation
- revenus moyen d'une population (PIB/habitant)

Les résultats ici encore démontrent des inégalités entre les différents groupes de pays, avec des indicateurs qui semblent corrélés.

A titre d'exemple, les revenus européens en 2021 étaient de 19352 contre 3699 en Afrique subsaharienne, l'espérance de vie 13 ans plus longue, la durée moyenne de scolarisation des 25 ans et plus deux fois plus longue ...

Epreuve - Matière : Problèmes économiques et sociaux Session : 2025

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuillet officiel, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Remplir soigneusement le cadre relatif au concours OU à l'examen qui vous concerne.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuillet officiel.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) sur le nombre total de pages que comporte la copie (y compris les pages vierges).
- Placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre de numérotation des pages.

QUESTION 4:

Toutefois, afin de compléter ces mesures, d'autres dimensions essentielles du développement humain ont été établies pour compléter l'IDH et prendre en compte les privations subies =

- la pauvreté : indice de pauvreté multidimensionnelle (IPH), en 2010
- les inégalités : IDH ajusté aux inégalités (IDHi), en 2010
- les disparités entre sexes : indice de développement de genre (IDG), en 2014

Les évolutions sociétales et enjeux à surmonter, viendront certainement abonder ces indicateurs de mesure du développement humain à l'avenir.

La volonté d'aller vers moins d'inégalités, plus d'équité, intégreront peut-être un jour les mesures collectives adoptées dans des périmètres comme les droits fondamentaux, les actions menées pour préserver notre environnement, la défense des minorités, mais aussi la qualité de vie dans le cadre de la vie personnelle, comme le cadre de vie, le niveau de pollution, l'accès à la culture, à des activités... etc.

Concours section : SA Commun Externe Classe Normale

Epreuve matière : Questions - PROB ECONOMIQUES ET SOCIAUX

N° Anonymat : **L251A111003636** Nombre de pages : 8

